



## RÉFORME DE L'ÉVALUATION : C'EST NON !

**Évaluation, PPCR, tout est lié :** cette réforme, basée sur une logique managériale, remet en cause la fonction publique avec l'individualisation des carrières, de l'évaluation et du salaire.

**Nos organisations ne veulent pas de la classe exceptionnelle :** elle va à l'opposé de la revendication que tous les collègues puissent atteindre l'indice terminal de leur corps. Elle serait réservée à 10 % des effectifs parmi lesquels 80 % en vertu de fonctions particulières occupées. C'est l'encouragement à la mise en place de hiérarchies intermédiaires. C'est classer les collègues et les mettre en concurrence. Le ministère reconnaît lui-même qu'elle serait discriminante envers les femmes et entre les matières.

**La réforme de l'évaluation, c'est :**

- les grilles de compétences opaques et non centrées sur l'enseignement de nos disciplines
- les entretiens d'évaluation
- le renforcement du pouvoir du chef d'établissement, en particulier en matière pédagogique
- l'inspection non comme conseil mais comme dispositif coercitif pour l'application des réformes
- la remise en cause de la liberté pédagogique

## CE PROJET DOIT ÊTRE ABANDONNÉ !

**Le ministère veut aller vite :** il convoque un Comité Technique Ministériel le 16 novembre et veut publier des textes en décembre pour application dès la rentrée 2017.

***Nos organisations appellent à multiplier les réunions d'informations syndicales communes et les prises de position dans les établissements : il est urgent de construire dès maintenant un rapport de forces.***